

**Projet de loi de modernisation des professions judiciaires
et juridiques réglementées**

Mardi 15 mars 2011 – Assemblée nationale

Monsieur le Président,

Monsieur le rapporteur,

Mesdames, Messieurs les députés,

Adapter les professions du droit aux évolutions économiques et sociales est indispensable au bon fonctionnement de la justice : ce constat a motivé les propositions du rapport de la commission, présidée par Maître Darrois, remis au Président de la République. Il inspire les dispositions soumises aujourd'hui à votre examen telles qu'elles résultent de la première lecture de vos assemblées. Les grandes innovations de ce texte permettent d'apporter des réponses adaptées pour moderniser les professions et relever les nouveaux défis de la compétitivité, internationale notamment.

Mesdames et messieurs les députés, vous avez bien conscience de ces enjeux pour les professions du droit et du chiffre et je me réjouis qu'à ce stade, un accord entre l'Assemblée et le Sénat se fasse jour sur les dispositions majeures de ce texte.

Je tiens à saluer le travail et les débats parlementaires qui ont déjà considérablement enrichi le projet.

Cette réforme ouvre désormais d'importantes perspectives aux professions judiciaires et juridiques réglementées.

Un véritable consensus s'est construit autour des avancées de ce projet. Nous avons désormais une réforme très équilibrée, établie dans le respect des accords élaborés avec et entre les professions. J'insiste sur l'importance de la concertation dans ce domaine, gage d'une réforme réussie : les évolutions majeures introduites par ce texte ne pourraient être suivies d'effet, ni même trouver leur pleine pertinence pratique sans, ou contre, l'avis des professions concernées. La prise en compte des accords est essentielle, elle permet d'opérer une réforme dans le respect des spécificités de chaque profession.

C'est bien grâce à ce travail commun et fructueux entre les professions, le Parlement et le Gouvernement, que nous avons donné toute son ampleur et sa qualité à la réforme.

Cette réforme est très attendue des professionnels, qui n'avaient pas connu de réforme d'envergure depuis trois décennies.

Après la loi du 22 décembre 2010 relative à l'exécution des décisions de justice, aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées et aux experts judiciaires puis la loi du 25 janvier 2011 portant réforme de la représentation devant les cours d'appel, ce texte poursuit notre œuvre de modernisation de la justice et de ses acteurs.

I. Le texte renforce les compétences respectives des professions, leur ouvrant des perspectives nouvelles et attractives.

Il confère de nouvelles missions aux professions judiciaires et juridiques réglementées, et j'y insiste, dans le respect des spécificités de chacune de ces professions et le meilleur intérêt du justiciable.

1. Dans un univers juridique et judiciaire complexe, et qui évolue rapidement, l'intervention des professionnels du droit est une garantie pour les justiciables ; un gage de sécurité juridique et un facteur d'apaisement des relations juridiques.

C'est afin d'accroître la sécurité juridique de nos concitoyens que nous avons créé **l'acte contresigné** par un avocat. Je vous sais convaincus des bénéfices de ce nouvel instrument, qui a été voté conforme par vos deux assemblées, tant il est vrai qu'il constitue une avancée majeure pour notre droit. Ce nouvel instrument juridique offre une protection renforcée aux actes sous seing privé : le contreseing atteste en effet que les parties ont reçu l'assistance d'un avocat, qui les a pleinement éclairées. Par ce contreseing, l'avocat engage sa responsabilité.

C'est un instrument nouveau, qui n'est pas un acte authentique et n'a pas vocation à le remplacer. Mais cette signature de l'avocat permet de sécuriser les actes sous-seing privé.

2. Le projet de loi vient, en outre, consolider le champ d'intervention de chacune des professions du droit et des professions du chiffre.

Ce texte permet des avancées pour toutes les professions, au premier rang desquelles :

- **La possibilité pour un avocat**, outre sa compétence exclusive pour établir des actes contresignés, **d'agir en tant que mandataire sportif**. Cette disposition introduite par votre assemblée en première lecture et confirmée par le Sénat, étend ainsi le champ d'activité de l'avocat, tout en établissant l'ensemble des garanties nécessaires à l'exercice de cette profession – les avocats sont ainsi assujettis aux sanctions pénales applicables aux agents sportifs. Ces dispositions ont été conçues, bien évidemment, dans le respect de l'indépendance et des principes déontologiques propres à la profession d'avocat.

- **Le rôle des notaires est par ailleurs réaffirmé :**

En matière immobilière, ce projet de loi consacre le principe selon lequel seul l'acte authentique permet de procéder aux formalités de publicité foncière. Jusqu'ici, ce principe résultait d'un décret de 1955. Une fois ce texte adopté, il sera consacré dans le Code civil. Cette affirmation solennelle permet de conférer toute l'autorité nécessaire à ces formalités, constituant ainsi une mesure protectrice et cohérente.

Le rôle des notaires est également étendu sur deux points, qui permettront de simplifier considérablement les démarches à accomplir par nos concitoyens :

- les notaires pourront procéder à l'enregistrement des **PACS**, dès lors qu'ils en auront rédigé la convention ;
- ils se voient confiés l'établissement des **actes de notoriété**, si lors de la constitution du dossier de mariage, l'un des époux ne peut produire un acte de naissance. Cette évolution a pour les usagers

l'avantage de la proximité et de la rapidité ; tout en sécurisant ces procédures car elles sont confiées à un officier public.

- Je tiens également à rappeler une autre mesure innovante introduite à l'occasion de la navette parlementaire : la création d'un portail électronique des déclarations de tiers. Elle répond à une forte demande de la **profession d'administrateurs et mandataires judiciaires** comme des créanciers.
- **Enfin, ce** texte clarifie et étend les conditions d'intervention des **experts-comptables. Il prévoit ainsi que l'expert-comptable peut assister les personnes physiques dans leurs démarches déclaratives sociales, fiscales et administratives.** Cette mesure a été approuvée par les instances représentatives des avocats et des experts-comptables. Elle reconnaît la complémentarité de leurs interventions et s'inscrit de manière cohérente dans le développement de l'interprofessionnalité des professions du droit et du chiffre.

II. Moderniser les professions c'est donc leur ouvrir un champ d'action élargi et cohérent, c'est leur permettre aussi d'exercer dans des structures rénovées.

Les professions du droit sont de plus en plus souvent confrontées à la concurrence de leurs homologues étrangers, concurrence de plus en plus marquée ces dernières années.

C'est pourquoi, dans le respect du statut et des spécificités de chacune des professions, ce projet de loi propose d'adapter et de

moderniser les structures juridiques pour mieux répondre aux besoins actuels des professionnels dans leur activité quotidienne.

1. La principale innovation de ce projet de loi est la mise en œuvre d'une inter professionnalité capitalistique, entre les professions du droit et du chiffre, pour permettre le travail en commun des professions sur les bases d'une collaboration renforcée.

Le débat parlementaire, au Sénat en particulier, a élargi l'interprofessionnalité capitalistique aux professions du chiffre (commissaires aux comptes et experts-comptables) et aux conseils en propriété industrielle.

C'est une avancée importante car l'activité de ces professions est très souvent complémentaire de celle des avocats, notaires et huissiers.

La mise en place de cabinets pluridisciplinaires, offrant à leurs clients l'éventail le plus complet de services et de compétences, permettra indéniablement de renforcer leur compétitivité, d'envisager des synergies nouvelles entre professions qui permettront de prospecter de nouveaux marchés.

En outre, les professionnels seront à même d'apporter une aide plus efficace aux particuliers et aux entreprises tout en gardant leurs spécificités et leur autonomie. En effet, ce projet de loi n'est nullement le prélude à une unification de ces professions. Nous avons pu envisager à un moment un rapprochement des professions d'avocat et de conseil en propriété industrielle, mais il n'en est plus question. Je sais que c'est aussi la position de votre assemblée. Ces deux professions demeureront donc parfaitement distinctes.

L'inter professionnalité ainsi conçue, qui inclut les professions du droit et du chiffre tout en préservant leur autonomie, correspond aux accords entre ces professions qui aspirent à ce rapprochement.

2. Nous le savons, et vos deux assemblées rejoignent cette position, la profession d'avocat est confrontée plus que tout autre à la concurrence internationale, c'est la raison pour laquelle des dispositions spécifiques visent à faciliter son exercice professionnel.

- Afin d'accompagner l'internationalisation croissante des cabinets d'avocats, des avocats exerçant dans un Etat de l'Union européenne pourront être associés au sein d'une structure française. Il s'agit d'offrir la possibilité aux cabinets ayant des bureaux à l'international d'intégrer, parmi leurs associés, des avocats étrangers n'exerçant pas dans la structure mais dans l'un de ses bureaux.

- Pour faciliter l'exercice professionnel des avocats, le texte modernise également les règles qui encadrent les sociétés civiles professionnelles et les sociétés en participation. Il supprime ainsi le caractère solidaire de la responsabilité des associés, perçue comme un obstacle au développement des activités des professions libérales, pour y substituer une responsabilité conjointe.

- Enfin, afin de faciliter la vie et la transmission des cabinets, le projet de loi simplifie la réglementation des sociétés d'exercice en matière de dénomination : les associés pourront jouir, sous le contrôle des autorités ordinales, d'une plus grande liberté, et notamment faire usage, sans limitation dans le temps, du nom d'un ou de plusieurs associés.

* *

*

Mesdames et messieurs les députés, nous sommes parvenus un texte d'équilibre très profitable à la modernisation des professions du droit, et par conséquent bénéfique à l'efficacité de notre système judiciaire.

Je sais l'aboutissement de ce texte très proche, et je m'en félicite car les professions juridiques ainsi renouvelées seront en mesure d'apporter un soutien et une aide plus efficace à nos concitoyens.